

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2009, ch. 34 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 144, No 1 (2010-01-06)

M

Maintien de la navigation, Loi sur le — 1978-79, ch. 2

(Shipping Continuation Act)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 50
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 les art. 1 et 2, la partie I et II et les annexes I et II entrent en vigueur le lendemain du jour de la sanction royale (29.08.87) de la présente loi mais au plus tôt douze heures après celle-ci

EEV, 1987, ch. 36, partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201

Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8

(Railway Continuation Act, 2007)

Le ministre du Travail

EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6

(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68

Maintien des services postaux, Loi sur le — 1978-79, ch. 1

(Postal Services Continuation Act)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 9

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40

(Postal Services Continuation Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 40 la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (16.10.87) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35

(Postal Services Continuation Act, 1991)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144

Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(Postal Services Continuation Act, 1997)

Le ministre du Travail

EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52

art. 3, 1998, ch. 31, art. 54

art. 4, 1998, ch. 31, art. 53

art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54

M

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163 (suite)

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67

EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 *voir* TR/99-4

Maladies et la protection des animaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. A-11

(*Animal Disease and Protection Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 21, art. 76

dispositions transitoires, 1990, ch. 21 art. 75

EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 *voir* TR/91-2

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8)

(*Manitoba Act, 1870*)

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. *Voir* 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)

art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)

art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906

art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35

art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886

art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906

art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76

art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886

disposition générale, *voir* 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles)

(*Manitoba Natural Resource*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1

(*Prince Rupert Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31

(*Thunder Bay Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 31 entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 11.10.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains dans les ports de la côte ouest, Loi de 1974 sur la — 1974-75-76, ch. 1

(*West Coast Grain Handling Operations, 1974*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 47

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25

(*British Columbia Grain Handling Operations Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci *voir* par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 *voir* TR/92-3

Marchés de grain à terme, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-11

(*Grain Futures Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

LOI ABROGÉE 1998, ch. 22, art. 29

M

Marchés de grain à terme, Loi sur les — L.R. (1985), ch. G-11 (suite)

EEV, 1998, ch. 22, art. 29 en vigueur 01.02.2000 *voir* TR/2000-3

Mariage, Loi sur le — L.R. (1985), ch. M-2
(*Marriage Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 46, art. 5
ABROGATION DE LA LOI un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* 1990, ch. 46, art. 5 et 6

Mariage civil (Loi sur le) — 2005, ch. 33
(*Civil Marriage Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46
(*Marriage (Prohibited Degrees) Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* 1990, ch. 46, art. 6
EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36
(*Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act*)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (*voir* L.R., ch. 28 (2^e suppl.), art. 1 et 2)
EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 *voir* TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26
(*Canada Shipping Act, 2001*)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b)
art. 4, 2005, ch. 29, art. 15
art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105
art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)
art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e)
art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)
art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.4, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.5, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16
art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4)
art. 116, 2005, ch. 29, art. 17
art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 136, 2005, ch. 29, art. 18
art. 150, 2005, ch. 2, art. 8
art. 153, 2005, ch. 29, art. 19
art. 163, 2005, ch. 2, art. 9
art. 165, 2005, ch. 29, art. 21
art. 167, 2005, ch. 29, art. 22
art. 174, 2005, ch. 29, art. 23
art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175, 2005, ch. 29, art. 23
art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23
art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A)
art. 177, 2005, ch. 29, art. 25
art. 179, 2005, ch. 29, art. 26
art. 180, 2005, ch. 29, art. 27
art. 183, 2005, ch. 29, art. 28
art. 185, 2005, ch. 29, art. 29
art. 189, 2005, ch. 29, art. 30
art. 194, 2005, ch. 29, art. 31
art. 210, 2005, ch. 29, art. 32
art. 229, 2001, ch. 29, al. 72i) et j)
art. 230, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 234, 2001, ch. 29, al. 72l)
art. 235, 2001, ch. 29, al. 72m)
art. 239, 2001, ch. 29, al. 72n) et o)
art. 244, 2001, ch. 29, al. 72p)
art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

art. 251, 2002, ch. 8, art. 195
art. 252, 2005, ch. 29, art. 33
annexe, 1, DORS/2007-109; DORS/2009-154
dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)
dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72
dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20
EEV, 2001, ch. 26
—art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;
—les art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) *voir* par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
—art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
—par. 271(2) et art. 320 non en vigueur
EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 15, art. 105 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 112. Non en vigueur
EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-95

Marine marchande du Canada, Loi sur la

— **L.R. (1970), ch. S-9**
(Shipping Act, Canada)

Le ministre des Transports

art. 360, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
art. 361, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 *voir* TR/98-111

Marine marchande du Canada, Loi sur la

— **L.R. (1985), ch. S-9**
(Shipping Act, Canada)

Le ministre des Transports sauf partie VII voir 2005, ch. 29, art. 1; le ministre des Pêches et des Océans (partie VII) voir 2005, ch. 29, art. 6

ABROGATIONS, les dispositions de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, à l'exception des art. 565 à 567, 571 et 572, de l'intertitre précédant l'art. 574, des art. 574 à 583, de la partie XIV, de l'intertitre précédant l'art. 677

et des art. 677, 677.1, 679 à 723 et 724 à 727 (*Remarque* : les dispositions exclues ont déjà été abrogées par L.C. 2001, ch. 6, art. 118 à 128), sont abrogées à la date ou aux dates fixées par décret *voir* 2001, ch. 26, art. 332. En vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65

Marquage des bois, Loi sur le

— **L.R. (1985), ch. T-11**
(Timber Marking Act)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

Marque de commerce nationale et l'étiquetage exact, Loi sur la

— **L.R. (1985), ch. N-18**
(National Trade-mark and True Labelling Act)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 65

EEV, 1995, ch. 1, art. 65 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

Marques de commerce, Loi sur les

— **L.R. (1985), ch. T-13**
(Trade-marks Act)

Le ministre de l'Industrie voir art. 62; le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.12 à 11.2 (TR/96-24); le ministre du Revenu national pour l'application des articles 53 à 53.3 voir art. 52

art. 2, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)b); 1994, ch. 47, art. 190
art. 9, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)c) et d); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6
art. 10.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79
art. 11.1, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80
art. 11.11, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.12, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.13, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.14, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.15, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.16, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.17, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271
art. 11.18, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1
art. 11.19, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192
art. 12, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14
art. 14, 1994, ch. 47, art. 194
art. 16, 1994, ch. 47, art. 195

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

art. 19, 1993, ch. 15, art. 60
art. 20, 1994, ch. 47, art. 196
art. 26, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)e) et f)
art. 28, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2)
art. 29, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)g); 1994, ch. 47, art. 197
art. 30, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)h); 1994, ch. 47, art. 198
art. 34, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199
art. 38, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2)
art. 39, 1993, ch. 15, art. 67
art. 40, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)i); 1999, ch. 31, art. 210(F)
art. 45, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200
art. 46, 1992, ch. 1, art. 135
art. 50, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)j); 1999, ch. 31, art. 211(F)
art. 51, 1996, ch. 8, al. 32r)
art. 52, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142j) et par. 145(2)j)
art. 53, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 53.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234
art. 60, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)j) et par. 238(4)
art. 61, 2002, ch. 8, art. 177
art. 62, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x)
art. 63, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)x) et par. 62(2)
art. 65, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201
art. 67, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68, ajouté, 1993, ch. 15, art. 72
art. 69, ajouté, 1993, ch. 15, art. 72
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)
dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)
EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90
EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 *voir* TR/90-90
EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 *voir* TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 *voir* TR/94-224
EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/96-1
EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48
EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69
EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 *voir* art. 2
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 15(1). Non en vigueur
EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 *voir* TR/2008-18

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les

— 2007, ch. 25

(Olympic and Paralympic Marks Act)

Le ministre de l'Industrie

ann. 2, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332
ann. 3, 2007, ch. 25, art. 13
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 *voir* par. 15(2)

Meaford, Havre de (1866, ch. 78)

— 1907-08, ch. 46

(Meaford Harbour (1866, c. 78))

Le ministre des Transports

Médaille canadienne du maintien de la paix,

Loi sur la — 1997, ch. 31

(Canadian Peacekeeping Service Medal Act)

Le ministre de la Défense nationale

art. 7, 2005, ch. 10, art. 12
art. 8, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69
EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97
EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

M

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21 (*Farm Debt Mediation Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161
EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-52
EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 voir TR/99-70

Mer territoriale et la zone de pêche, Loi sur la — L.R. (1985), ch. T-8 (*Territorial Sea and Fishing Zones Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 31, art. 55
EEV, 1996, ch. 31, art. 55 en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21

Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49 (*Energy Costs Assistance Measures Act*)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11
disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11
EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005

Mesures de guerre, Loi sur les — S.R.C. 1970, ch. W-2 (*War Measures Act*)

LOI ABROGÉE ch. 22 (4^e suppl.), art. 80
EEV, ch. 22 (4^e suppl.), art. 80 en vigueur 21.07.88

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21 (*Canadian Forces Members and Veterans Re- establishment and Compensation Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 81, 2005, ch. 21, art. 116
disposition de coordination, 2005, ch. 21, art. 116
EEV, 2005, ch. 21, la loi, à l'exception de l'art. 116, en
vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54; art. 116 en vigueur
à la sanction 13.05.2005

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.) (*Emergencies Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248
art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249
art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)*m*)
EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88
EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 voir TR/93-16
EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002
voir TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17 (*Special Economic Measures Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 5, 2001, ch. 4, art. 120
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)*z.2*)
art. 9, 2002, ch. 22, art. 396
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-47

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29 (*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1
art. 2, 1996, ch. 28, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3
art. 3, 1996, ch. 28, art. 4
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)*m*); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)
art. 7, 1996, ch. 28, art. 6
art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)
art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87
art. 10, 1996, ch. 28, art. 7
annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

M

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29 (suite)

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
 EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 voir TR/97-7
 EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 voir TR/97-68
 EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. S-15
(Special Import Measures Act)

Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile voir 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international voir par. 77.01(1) et 77.1(1)

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1), (2); 1988, ch. 65, art. 23, 24; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1j); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1a) et b); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1a), b), c), (2a)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134a) à c), al. 135a)(A) et al. 145(2i)
art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2a)(A); 1999, ch. 12, art. 2
art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1d); 2005, ch. 38, al. 134d)
art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1e); 2005, ch. 38, al. 134e)
art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52a)(A), ch. 17, al. 183(1f); 2005, ch. 38, al. 134f)
art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1c); 1999, ch. 17, al. 183(1g); 2005, ch. 38, al. 134g)
art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148
partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24
art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2b)(A) et c)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52b)(A), ch. 17, al. 183(1h), i) et 184a) et b); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134h)
art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1z.10)
art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204
art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28
art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1j); 2005, ch. 38, al. 134i)
art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1k); 2005, ch. 38, al. 134j)
art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1j); 2005, ch. 38, al. 134k)
art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4
art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1m); 2005, ch. 38, al. 134l)

art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1n); 2001, ch. 25, art. 93
art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1o) et al. 184c); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1z.10); 2005, ch. 38, al. 134m)
art. 13.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94
art. 13.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1p), q), (3a)(F) et al. 184d); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134n) et al. 136a)(F)
art. 14, 1997, ch. 14, art. 89
art. 15, 1999, ch. 17, al. 183(1r); 2005, ch. 38, al. 134o)
art. 16, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1s) et t); 2005, ch. 38, al. 134p) et q)
art. 17, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)
art. 18, 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)
art. 19, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1u); 2005, ch. 38, al. 134r)
art. 20, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1u) et al. 184e); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134r)
art. 21, 1999, ch. 12, art. 8
art. 23.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157
art. 25, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1v); 2005, ch. 38, al. 134s)
art. 26, 1999, ch. 12, art. 9
art. 27, 1999, ch. 12, art. 10
art. 29, 1999, ch. 17, al. 183(1w); 2005, ch. 38, al. 134t)
art. 30, 1999, ch. 12, art. 11
art. 30.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12
art. 30.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1x) et 184f)(A); 2005, ch. 38, al. 134u)
art. 30.3, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1y) et al. 184g); 2005, ch. 38, al. 134v)
art. 30.4, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1z); 2005, ch. 38, al. 134w)
art. 31, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1z.1); 2005, ch. 38, al. 134x)
art. 31.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1z.2); 2005, ch. 38, al. 134y)
art. 32, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1z.3) et al. 184h); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 33, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 34, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 35, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1z.3 et 184k); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 36, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
art. 37, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1z.3) et 184l); 2005, ch. 38, al. 134z)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 37.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184m); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)d); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184n) et o); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186a); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184p); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)e), 186b et c); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)z.4) et 184q); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186d); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 41.2**, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52c)(A)
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.2)
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)z.10)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.6); 2005, ch. 38, al. 134z.3)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)z.7); 2005, ch. 38, al. 134z.4)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)d)(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)z.8) et 184r); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.8); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186e); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.9); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, 184s); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52d)(A), ch. 17, al. 183(1)z.9) et 184t); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186f); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)z.10), z.11) et 184u) et v); 2005, ch. 38, al. 134z.7)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.8)
- art. 55**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201, 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)f); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.13); 2005, ch. 38, al. 134z.9)
- art. 56**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.14), (3)b)(F), c)(F); 2005, ch. 38, al. 134z.10) et 136b)(F) et c)(F)
- art. 57**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)z.15) et 184w); 2005, ch. 38, al. 134z.11)
- art. 58**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.16); 2005, ch. 38, al. 134z.12)
- art. 59**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)z.17), z.18) et 184x), y) et z); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134z.13)
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97
- art. 61**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15)
- art. 62**, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16)
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 64**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 65**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 66**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 67**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 68**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 69**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 70**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 71**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 72**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 73**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 74**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 75**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 76**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17)
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19)
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20)
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie I.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (voir 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)*b*)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 135*b*)(A)
- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184*z*.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10) et *z*.11); 2005, ch. 38, al. 135*c*)(A)
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)*c*)(A); 2005, ch. 38, al. 135*d*)(A)
- art. 77.014**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.015**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.016**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.017**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.018**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.019**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)
- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)*d*)(F); 2005, ch. 38, al. 136*d*)(F)
- art. 77.022**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.023**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.024**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.025**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.026**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)
- art. 77.028**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.029**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)
- art. 77.032**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.033**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.034**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.035**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.036**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.037**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.038**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)*z*.27), *z*.28) et 184*z*.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*z*.23) et *z*.24)
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)*d*)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10) 2005, ch. 38, al. 135*e*)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184*z*.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10) et *z*.11); 2005, ch. 38, al. 135*f*)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)*e*)(A); 2005, ch. 38, al. 135*g*)(A)
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.15**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.16**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.17**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.18**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.19**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)
- art. 77.21**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)*e*)(F); 2005, ch. 38, al. 136*e*)(F)
- art. 77.22**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.23**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.24**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225*z*.22)(A)
- art. 77.25**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.26**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.27**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.28**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.29**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- partie III :**
- art. 78**, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)*z*.29), *z*.30), par. (2)*j*)(A), (g)(A) et al. 184*z*.10) et *z*.11); 2005, ch. 38, al. 134*z*.25), *z*.26) et 135*h*)(A) à *j*)(A)
- art. 79**, 1999, ch. 17, al. 183(2)*h*)(A); 2005, ch. 38, al. 135*k*)(A)
- art. 80**, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209
- art. 81**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184*z*.12); 2005, ch. 38, al. 134*z*.27)
- art. 83**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.31); 2005, ch. 38, al. 134*z*.28)
- art. 83.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.31); 2005, ch. 38, al. 134*z*.28)
- art. 84**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)*z*.32), (2)*i*)(A) et 184*z*.13) et *z*.14); 2003, ch. 22, al. 224*z*.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134*z*.29) à *z*.31) et 135*l*)(A)
- art. 85**, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.33); 2005, ch. 38, al. 134*z*.32)
- art. 86**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.33); 2005, ch. 38, al. 134*z*.32)
- art. 87**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.33); 2005, ch. 38, al. 134*z*.32)
- art. 88.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)*z*.33) et 184*z*.15); 2003, ch. 22, al. 224*z*.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134*z*.32)
- art. 89**, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)*z*.33); 2005, ch. 38, al. 134*z*.32)
- art. 91**, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.34), *z*.35); 2005, ch. 38, al. 134*z*.33) et *z*.34)
- art. 93**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211
- art. 94**, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
- art. 95**, 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.36); 2005, ch. 38, al. 134*z*.35)
- art. 96**, 1994, ch. 47, al. 185(1)*h*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.36); 2005, ch. 38, al. 134*z*.35)
- art. 96.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)*z*.37), *z*.38) et 184*z*.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*z*.36)
- art. 96.11**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*z*.37)
- art. 96.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*z*.38)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 96.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)

art. 96.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)

art. 96.4, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)

art. 97, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40)

art. 98, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)
disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152
et 189 — *application*
disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — application
dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3^e suppl.), art. 115
dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187, 188
dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64
disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192
dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18
modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184
disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — application
disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — application
EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85
EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86
voir TR/86-206
EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 en vigueur 31.12.88 *voir*
TR/89-3
EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir*
TR/89-9
EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6
EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir*
TR/94-1
EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94
EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir*
TR/95-5
EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir*
TR/97-86
EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur
15.04.2000 *voir* TR/2000-24
EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir*
TR/99-111
EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir*
TR/2000-76
EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction
29.06.2000
EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur
29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en
vigueur 01.07.2002 *voir* TR/202-95
EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur
02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir*
TR/2002-122
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005
voir TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction
03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir*
TR/2005-119

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de
l'application des dispositions de cette loi, à l'exception
des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de
l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi;
(TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services
gouvernementaux, chargé de l'application des articles
18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)

art. 21, 1999, ch. 31, art. 7

EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18

EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir*
TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de voir Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi
sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1

art. 1, 1994, ch. 38, art. 2

art. 2, 1994, ch. 38, art. 3

art. 3, 1994, ch. 38, art. 4

art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5

art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6

art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46

art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7

dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10

EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9

M

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9 (suite)

EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 voir TR/90-41
 EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-9

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-7

(Department of Energy, Mines and Resources Act)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 39
 dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
 EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 39 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(Department of the Environment Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19
 art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 (*Remarque* : ch. 16, (4^e suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)
 EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 non en vigueur (*Remarque* : ch. 16, (4^e suppl.) abrogé par 1999, ch. 33, art. 355)
 EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68
 EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
 EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 voir TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, voir Organisation du gouvernement, Loi de 1970 ...

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, voir Zones spéciales, Loi sur les

Ministère de l'Expansion industrielle régionale, Loi sur le — L.R. (1985), ch. R-5

(Department of Regional Industrial Expansion Act)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 1, art. 23 en vigueur 23.02.90 voir TR/90-40

Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, Loi sur le — 1990, ch. 1

(Department of Industry, Science and Technology Act)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 1, art. 64
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
 EEV, 1995, ch. 1, art. 23 à 25 et 64 en vigueur 23.03.95 voir TR/95-48

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(Department of Industry Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16))

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20
 art. 8, 2005, ch. 26, art. 22
 art. 9, 2005, ch. 26, art. 23
 art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131
 art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132
 art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2)j)
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
 EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
 EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004
 EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-101
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(Department of Citizenship and Immigration Act)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57
 art. 5, 2004, ch. 15, art. 33
 dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8
 EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 voir TR/2004-66

M

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31 (suite)

EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

EEV, 1996, ch. 11, art. 105 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le, — L.R. (1985), ch. C-37 [Ancienne appellation : Ministère des Consommateurs et des Sociétés, Loi sur le] (Department of Consumer and Corporate Affairs Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 8, art. 37
EEV, 1996, ch. 8, art. 37 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2 (Department of Justice Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137
art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)
EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153
EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8 (Department of Health Act)

Le ministre de la Santé

art. 4.1, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 4.2, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34
art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)
dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15
modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36
EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 voir TR/2004-137
EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 voir TR/2006-145

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-10 (Department of National Health and Welfare Act)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 105

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10 (Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11
art. 8, 2005, ch. 10, art. 36
disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 36
EEV, 2005, ch. 10, art. 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 voir TR/2007-79

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-22 [Ancienne appellation : Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le] (Department of Foreign Affairs and International Trade Act)

Le ministre des Affaires étrangères; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sous le régime de l'alinéa 10(2)e) (TR/87-194 voir aussi 1994, ch. 38, par. 25(2)); le ministre des Affaires étrangères les attributions en matière de commerce international (TR/2006-11)

titre intégral, 1995, ch. 5, art. 1
art. 1, 1995, ch. 5, art. 2
art. 2, 1995, ch. 5, art. 2
art. 3, 1995, ch. 5, art. 3(F)
art. 4, 1995, ch. 5, art. 4
art. 7, 1995, ch. 5, art. 5
art. 8, 1995, ch. 5, art. 5
art. 9, 1995, ch. 5, art. 6(F); 2003, ch. 22, al. 224z.24)(A)
art. 10, 1995, ch. 5, art. 7
art. 10.1, ajouté, 1995, ch. 17, art. 43
art. 12, 1995, ch. 5, art. 9(F)
art. 14, abrogé, 1995, ch. 5, art. 10
disposition générale, 1995, ch. 5, art. 8 et 25 à 29
dispositions transitoires, 1995, ch. 5, art. 11, 12
EEV, 1995, ch. 5, art. 1 à 10 et 25 à 29 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 1995, ch. 17, art. 43 en vigueur à la sanction 22.06.95
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

M

**Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le,
voir Ministère des Affaires étrangères et du
Commerce international, Loi sur le**
(*Department of External Affairs Act*)

**Ministère des Affaires indiennes et du Nord
canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6**
(*Department of Indian Affairs and Northern
Development Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7, art. 154(A)
art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7, art. 155(A)
art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 77; 2002, ch. 7, art. 156
 EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur 01.04.99 voir art. 79
 EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

**Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. V-1**
(*Department of Veterans Affairs Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)
art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 4, 2000, ch. 34, art. 11
art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12
art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100
art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100
art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14
art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161
art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)
art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15
art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27
art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b)
art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)
art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16
art. 7, 1992, ch. 1, art. 140
 disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21

dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18
 EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90; par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2); par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 voir TR/95-110; par. 1(1) et (2) et par. 5.1(1) à (3), édictés par l'art. 2, entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil voir par. 64(1). Non en vigueur
 EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)
 EEV, 1995, ch. 18, art. 100, 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108
 EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46
 EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105; par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149; al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131; al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et *Erratum*, vol. 137, n° 19, p. 2428(F); par. 13(4) et (5) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 101. Non en vigueur
 EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58
 EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
 EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97

**Ministère des Approvisionnements et Services,
Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-25**
(*Department of Supply and Services Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 16, art. 65
 EEV, 1996, ch. 16, art. 65 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

**Ministère des Assurances, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. I-14,**
(*Department of Insurance Act*)

LOI ABROGÉE L.C. ch. 18 (3^e suppl.), art. 26 en vigueur 02.07.87 voir TR/87-146

M

Ministère des Communications, Loi sur le — L.R. (1985), ch. C-35

(Department of Communications Act)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 48

EEV, 1995, ch. 11, art. 48 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68

Ministère des Consommateurs et Sociétés, Loi sur le, voir Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, Loi sur le

(Department of Consumer and Corporate Affairs Act)

Ministère des Forêts, Loi sur le — 1989, ch. 27

(Department of Forestry Act)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 41, art. 40

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10

EEV, 1994, ch. 41, art. 8 à 10 et 40 et 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-15

(Department of Fisheries and Oceans Act)

Le ministre des Pêches et des Océans

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le — 2005, ch. 34

(Department of Human Resources and Skills Development Act)

Ministre des Ressources humaines et du développement des compétences

art. 19.1, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50

art. 21, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)

art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132

art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008, ch. 28, art. 133

partie 5 (art. 44 à 48), abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8)

art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)

art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A)

art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3)

art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)

art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11)

art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11)

Annexe, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129

dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83

EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005

EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 135. Non en vigueur

EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 voir TR/2009-67

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41

(Department of Natural Resources Act)

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10

EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18

(Department of Transport Act)

Le ministre des Transports

art. 7, 1996, ch. 10, art. 271.1

art. 7.1, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272

art. 12, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171

EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 voir TR/88-26

EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151

EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16

(Department of Public Works and Government Services Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

art. 2, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007, ch. 29, art. 151

art. 6, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121

art. 7, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A); 2005, ch. 30, art. 122

art. 8, 2007, ch. 29, art. 152

art. 9, 2005, ch. 30, art. 123

M

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (suite)

art. 9.1, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
art. 9.2, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
art. 10, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002, ch. 7, art. 157
art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)
art. 20, 2005, ch. 30, art. 124
art. 22.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 22.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 22.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306
art. 23, 2001, ch. 4, art. 159
art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307
art. 60, 1996, ch. 16, art. 62
dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28
modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249
EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 67. Non en vigueur
EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 30, art. 120 à 124 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125. Non en vigueur
EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 *voir* TR/2008-52
EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007

Ministère du Développement des ressources humaines, Loi sur le — 1996, ch. 11

(*Department of Human Resources Development Act*)

Le ministre du Développement des ressources humaines

LOI ABROGÉE 2005, ch. 34, art. 84
EEV, 2005, ch. 34, art. 50, 55, 57 et 84 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99

Ministère du Développement social, Loi sur le — 2005, ch. 35

(*Department of social Development Act*)

Le ministre du Développement social

art. 10, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 15, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 40, 2005, ch. 35, art. 68(A)
art. 41, 2005, ch. 35, art. 68(A)
disposition de coordination, 2005, ch. 35, art. 68(A)

EEV, 2005, ch. 35, à l'exception de l'art. 68, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97; art. 68 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Ministère du Multiculturalisme et de la Citoyenneté, Loi sur le — 1991, ch. 3

(*Department of Multiculturalism and Citizenship Act*)

LOI ABROGÉE 1995, ch. 11, art. 49

EEV, 1995, ch. 11, art. 49 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11

(*Department of Canadian Heritage Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1
art. 5, 2005, ch. 2, art. 2
art. 7, 2001, ch. 4, art. 155
dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15
dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47
EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002
EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129
EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005

Ministère du Revenu national, Loi sur le — L.R. (1985), ch. N-16

(*Department of National Revenue Act*)

Le ministre du Revenu national

LOI ABROGÉE 1999, ch. 17, art. 187
EEV, 1999, ch. 17, art. 187 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

Ministère du Solliciteur général, Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-13

(*Department of the Solicitor General Act*)

M

Ministère du Solliciteur général, Loi sur le — L.R. (1985), ch. S-13 (suite)

Le Solliciteur général du Canada

LOI ABROGÉE 2005, ch. 10, art. 37
EEV, 2005, ch. 10, art. 37 en vigueur 04.04.2005 voir
TR/2005-29

Ministère du Travail, Loi sur le

— L.R. (1985), ch. L-3

(*Department of Labour Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 104
EEV, 1996, ch. 11, art. 104 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-70

Ministère et sur la Commission de l'Emploi et de l'immigration, Loi sur le

— L.R. (1985), ch. E-5

(*Employment and Immigration Department and Commission Act*)

LOI ABROGÉE 1996, ch. 11, art. 103
dispositions transitoires, 1996, ch. 11, art. 38 à 41
EEV, 1996, ch. 11, art. 103 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-70

Ministères du gouvernement voir

(*Departments of Government*)

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le
Ministère des Finances
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur
le
Ministère de l'Environnement, Loi sur le
Ministère de l'Industrie, Loi sur le
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le
Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des
finances publiques*, art. 14 voir Gestion des finances
publiques, Loi sur la)
Ministère de la Justice, Loi sur le
Ministère de la Santé, Loi sur le
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile,
Loi sur le
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce
international, Loi sur le
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi
sur le
Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le
Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le
Ministère des Transports, Loi sur le
Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux, Loi sur le

Ministère du Développement des ressources humaines,
Loi sur le
Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le
Ministère du Revenu national, Loi sur le

Ministre des Finances à faire certains versements, Loi autorisant le (voir Versements, Loi autorisant le Ministre des Finances à faire certains)

(*Payments, An Act to authorize the Minister of Finance to make certain*)

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3

(*Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan) Implementation Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

(*Manitoba Claim Settlements Implementation Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F)
art. 12, 2002, ch. 3, art. 9
art. 13, 2002, ch. 3, art. 10
EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000
EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction
21.03.2002

M

Mise en oeuvre du Protocole de Kyoto, Loi de — 2007, ch. 30

(*Kyoto Protocol Implementation Act*)

Le ministre de l'Environnement

EEV, 2007, ch. 30 en vigueur à la sanction 22.06.2007

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

(*Quarantine Act*)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1

art. 63, 2007, ch. 27, art. 2

art. 71, 2007, ch. 27, art. 3

EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007

EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

Mise en quarantaine des plantes, Loi sur la — L.R. (1985), ch. P-15

(*Plant Quarantine Act*)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 22 art. 59 en vigueur 01.10.90 voir TR/90-110

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(*Foreign Missions and International Organizations Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 1

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 2

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 4

art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n)

art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n)

art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 6

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6

art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9

disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7

disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95

EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(*Modernization of Benefits and Obligations Act*)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15

art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37

art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)

art. 174, 2004, ch. 16, art. 18

modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10

EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction 29.06.2000;

— art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73, 78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173, par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248, 254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;

— par. 59(2) entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 84 de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*, chapitre 40 des Lois du Canada (1997) voir par. 340(2), non en vigueur;

— art. 111 à 113 entrent en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);

— art. 120 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du par. 276(2), en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et par. 340(4);

— art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;

— par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;

— art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90

— art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118

— art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-147;

— art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir aussi erratum *Gazette du Canada Partie II, Vol. 139, n° 9*, p. 947;

— art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;

M

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12 (suite)

- art. 89, 90, 97, par. 107(1) et (3), art. 109, 128, art. 174, 175(2), 176(1), 177, 178, 180 à 186, 222, 275, 277, 286 à 288, 290, 292 et 294 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 340(1), non en vigueur
- (**Remarque** : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)
- EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction 29.06.2000
- EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur 31.07.2000 *voir* par. 263(2)
- EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 *voir* TR/2007-21
- EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction 06.05.2004
- EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(*Public Service Modernization Act*)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

- art. 167**, 2003, ch. 22, art. 262
- art. 210**, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- art. 224** (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- art. 225**, 2003, ch. 22, art. 263
- art. 229**, 2005, ch. 38, par. 144(10)
- dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263
- dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70
- disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)
- EEV, 2003, ch. 22,
 - art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
 - art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 *voir* TR/2003-178;
 - art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004 *voir* TR/2004-42;
 - art. 5 en vigueur 01.12.2004 *voir* TR/2004-159;
 - préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-22;
 - partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-al. 209(1)c)(ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-23; le sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-123
 - parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*,

- édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24;
- art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24;
- art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-25;
- abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 *voir* art. 285 et TR/2005-21;
- abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 *voir* art. 284 et TR/2005-121
- art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122
- art. 15 à 18, 20, et 84 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 286. Non en vigueur

EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003

EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004

EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004

EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de

— **L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.)**

(*Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act*)

EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 *voir* TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 *voir* TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 *voir* TR/86-192

Monnaie, Loi sur la

— **L.R. (1985), ch. C-52**

(*Currency Act*)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (partie I); le ministre des Finances (partie II) (TR/88-122)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9

art. 3, 1999, ch. 4, art. 10

art. 4, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 5, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

M

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52 (suite)

art. 7, 1999, ch. 4, art. 11
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12
art. 9, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F)
art. 9.1, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14
art. 17, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.2, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.3, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 19, 2005, ch. 30, art. 114
art. 20, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114
art. 21, 2005, ch. 30, art. 114
art. 22, 2005, ch. 30, art. 115
art. 23, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116
dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118
annexe, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2^e suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 23
EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85
EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88
EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 *voir* TR/2005-126

Monnaie royale canadienne, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. R-9
(Royal Canadian Mint Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; les attributions en vertu de la Loi sur la Monnaie royale canadienne transférées au ministre des Transports (TR/2006-27)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1)p); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129
art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130
art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2
art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.1, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.2, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.3, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.4, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.5, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.6, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5
art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)
art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8
art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298
art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10
art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)
art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12
art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)
art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7
art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14
annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22; DORS/2007-177
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Montréal, Avances au Havre de
(Montreal Harbour Advances)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de
— 1882, ch. 45
(Montreal, Port Warden)

art. 2, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 3, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 4, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 5, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 6, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

M

Montréal, Gardien de port pour le havre de — 1882, ch. 45 (suite)

art. 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 11, 1991, ch. 32, art. 5
art. 12, 1991, ch. 32, art. 6
art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7
art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8
art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9
art. 29, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 30, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 31, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10
disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11
EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80
EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

Montréal, Les Commissaires du havre de — 1921, ch. 11

(Montreal Harbour Commissioners, Loans to)

LOI ABROGÉE 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46
EEV, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, n° 46 en vigueur à la sanction 28.02.92

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12

(Montreal Terminals Act)

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51

(Montreal and Toronto (Sale ordinance lands))

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8

(Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity)

Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. — 1916, ch. 20

(Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act)

Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)

(Canadian Multiculturalism Act)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (TR/2008-136)

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129
EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88
EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99 voir art. 79
EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3

(Museums Act)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de ministre pour l'application de cette loi à l'égard du Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien des civilisations, du Musée canadien de la nature et du Musée national des sciences et de la technologie (TR/93-104 voir aussi 1995, ch. 11, art. 46)

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1
art. 15.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 15.2, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 15.3, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2
art. 18, 1995, ch. 29, art. 46
art. 19, 2006, ch. 9, art. 279
art. 23, 2008, ch. 9, art. 3
art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)
art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4
art. 41, 1998, ch. 26, art. 76
disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47
dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45
EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86
EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115
EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006
EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur 10.08.2008 voir TR/2008-92

Musées nationaux, Loi sur les — L.R. (1985), ch. N-13

(National Museums Act)

LOI ABROGÉE 1990, ch. 3, art. 33 en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86